Vergèze, le 27 octobre 2015

CMS/2015/1272

CONSEIL MUNICIPAL - SEANCE DU 3 NOVEMBRE 2015

NOTE DE SYNTHÈSE

Le Conseil Municipal qui se réunira le mardi 3 novembre 2015 à 18 heures 30 examinera les questions suivantes :

- I - Désignation du secrétaire de séance

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal procédera à la désignation du secrétaire de séance.

- II - Approbation du compte-rendu de la séance du 23 septembre 2015

Monsieur le Maire soumettra à l'approbation du Conseil Municipal le procès-verbal de la séance du 23 septembre 2015.

- III - Administration générale

1. 98^{ème} Congrès des Maires – Prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement du Maire

Comme chaque année, la commune sera représentée au Congrès des Maires organisé en novembre par l'Association des Maires de France. Par mesure d'économie, seul Monsieur le Maire se rendra au Congrès cette année, sur une période plus courte.

Le Congrès se réunit du 17 au 19 novembre prochain et aura pour thème « La force de la proximité », qu'il abordera à travers de nombreux débats et ateliers :

- Laïcité, quelles règles de bonne conduite ?
- La commune, une idée d'avenir ;
- Santé et accès aux soins ;
- Prévention de la délinquance : de bonnes pratiques reproductibles ;
- Ruralité, attractivité et territoires ;
- Europe : Les communes et intercommunalités face aux défis des migrations ;
- Comment faire vivre les politiques culturelles avec moins de moyens ?
- Protéger et valoriser le patrimoine : un enjeu de développement local ;
- Baisse des dotations de l'Etat, l'heure des arbitrages ; etc.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'approuver cette mission et d'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement de M. le Maire (sachant que le coût moyen habituel s'élève à environ 500 euros par personne).

2. Prise en charge des frais des élus assurant une mission de représentation de la commune à l'extérieur du territoire départemental

Dans le cadre de leurs mandats et délégations, les élus communaux sont parfois conduits à représenter la commune à l'extérieur, lors de réunions dans des communes éloignées qui rendent nécessaires des frais de transport, de stationnement, de repas etc.

Le statut des élus permettant de mettre en place un système de remboursement de ces frais, sur les mêmes bases que ce qui se pratique dans la fonction publique (justificatifs, indemnités kilométriques etc), il apparaît justifié de l'instaurer pour les missions de représentation assurées au-delà du territoire départemental, même si cela se produit assez rarement (par exemple, pour participer à une commission d'attribution de logements sociaux à Marseille).

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'approuver la prise en charge de ces frais au profit des élus concernés.

3. Convention de mise à disposition gratuite de la salle Vergèze Espace auprès de l'association des parents d'élèves (APE)

Par courrier en date du 5 octobre 2015, l'association des parents d'élèves et amis de l'école publique de Vergèze a sollicité la mise à disposition gratuite de la salle Vergèze Espace pour organiser son loto annuel le dimanche 22 novembre 2015. La demande porte sur la mise à disposition de la salle de 10h à 19h ainsi que sur le prêt de tables et de chaises pour 400 personnes et de divers équipements et matériels (bar, frigo, sono, micros, cartons etc).

La délibération du Conseil Municipal fixant les conditions tarifaires d'utilisation de la salle prévoyant non pas la gratuité mais un demi-tarif au profit des associations vergézoises, il est nécessaire que le Conseil Municipal se prononce expressément sur cette demande d'occupation gratuite de la salle.

Dans la mesure où l'association risque de solliciter la salle chaque année pour son loto, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver définitivement la gratuité de cette mise à disposition et de modifier la délibération tarifaire.

4. Attribution d'une subvention exceptionnelle au 4^{ème} Régiment du Matériel

Par courrier en date du 7 juillet dernier, le colonel commandant le 4^{ème} régiment du Matériel (4^{ème} Rmat) a sollicité la commune pour l'attribution d'une participation financière à l'impression d'un livre actuellement en cours de préparation ; il s'agit d'un livre de prestige retraçant les 30 ans d'existence de 4^{ème} Régiment du Matériel, sur lequel le logo de la commune sera apposé ainsi que celui de tous les partenaires du régiment.

En raison des liens qui unissent Vergèze à ce régiment, qui participe depuis quelques années aux commémorations de la commune dans le cadre d'un piquet d'honneur devant le monument aux morts (le 8 mai et le 11 novembre), il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 300 euros.

5. Protocole d'accord pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays Vidourle Camargue 2015-2019

Depuis 2001, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) fédère les collectivités territoriales ainsi que Pôle Emploi et l'Etat autour d'un objectif commun, favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes exclues du marché du travail (bénéficiaires de minima sociaux, demandeurs d'emploi de longue durée, travailleurs handicapés, jeunes de 26 ans peu ou pas qualifiés etc.).

Sur la programmation 2008/2014, 778 personnes en difficultés ont été accompagnées, 230 ont retrouvé un emploi durable (CDD de plus de 6 mois ou CDI), 1127 contrats de travail ont été signés, ce qui représente un « taux de sorties positives » de 43,80%. Au total, plus de 907 000 euros du Fonds Social Européen (FSE) ont été mobilisés pour le paiement de chantiers d'insertion, actions de formation, aide à la mobilité, et la prise en charge de postes de référents de parcours ou de chargés de relations avec les entreprises.

Le protocole (conclu en 2003, puis renouvelé en 2008) étant arrivé à échéance, un nouveau protocole a été établi pour la période 2015/2019, qui prévoit notamment l'accompagnement de 602 personnes en difficulté et l'objectif que les « sorties « emploi-formation-crédation d'activité » représentent au moins 50% du dispositif.

L'axe prioritaire du programme national FSE étant de « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion », la stratégie du nouveau protocole poursuit 3 objectifs principaux :

- Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics qui en sont très éloignés ;
- Mobiliser les employeurs et les entreprises dans le parcours d'insertion ;
- Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.

Il est rappelé que le PLIE du Pays Vidourle Camargue s'adresse aux résidents des communautés de communes et communes adhérentes et signataires : CC du pays de Sommières, CC de Petite Camargue, CC Terre de Camargue, et les « communes d'Aigues Vives, Aubais et Vergèze. Depuis 2011, il est porté par la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise du Pays Vidourle Camargue, labellisée dans le cadre du plan de cohésion sociale.

Enfin, son financement est assuré par les concours des adhérents (0.75 euros par habitant et par an pour la commune de Vergèze), le Fonds Social Européen et les fonds propres du Département du Gard.

Afin de permettre à la population vergézoise de bénéficier des actions programmées par le PLIE en faveur de l'emploi pour les 5 années qui viennent, il est ainsi demandé au Conseil Municipal d'approuver ce protocole et d'autoriser Monsieur le Maire à le signer et à le mettre en œuvre.

- IV - Finances – Marchés publics – Transactions immobilières

6. Budget 2015 – Décision modificative n°2

Le budget primitif 2015 a été adopté par délibération n°2015/40-11 en date du 25 mars 2015 et modifié par Décision Modificative N°1 approuvée par délibération n°2015/69-09 du 24 juin 2015. Il s'avère nécessaire aujourd'hui d'approuver une 2^{ème} décision modificative.

En Effet, pour permettre d'enregistrer les cessions tout au long d'un exercice budgétaire, des crédits doivent être ouverts au compte 024 (section recettes d'investissement). Particularité de la comptabilité M14, cette prévision de recettes ne peut être inférieure aux opérations réelles de l'année budgétaire.

Au budget primitif 2015, la prévision des recettes a été évaluée à un montant de 240 000 €.

Plusieurs cessions de terrains ont été enregistrées depuis le début de l'année (parcelle AB 422 à M. Mme Bru ; parcelle AB 421 à M. Mme Gonzalez ; parcelle AK 119 à la Société Syn2rail), ainsi que plusieurs ventes de matériel ou reprises de véhicules pour un montant global de 208 116 €. Une cession de parcelle à la CCRVV (Montée rouge) doit également être enregistrée d'ici la fin de l'année.

Une décision modificative est donc nécessaire pour ouvrir une enveloppe complémentaire de 10 000 € et permettre de réaliser toutes les écritures comptables liées aux cessions.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal de procéder aux ouvertures et inscriptions de crédits énumérées ci-après, afin d'équilibrer le budget :

Dépenses d'investissement

Chapitre Fonction	Article	libellé	DM N°2	Pour mémoire BP 2015
Chap 21/Fonct.020	21318	Autres bâtiments publics	10 000,00	70 854,96 €
		Total	10 000,00	

Recettes d'investissement

Chapitre Fonction	Article	libellé	DM N°1	Pour mémoire BP 2015
Chap 024/ Fonct. 01	024	Produits de cessions d'immobilisations	10 000,00	240 000,00 €
		Total	10 000,00	

7. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables

Par courrier en date du 8 septembre 2015, le service Recouvrement de produits divers de la Direction départementale des finances publiques a adressé à la commune une demande d'admission en non-valeur d'une taxe d'urbanisme irrécouvrable. Il s'agit d'un reste de taxe locale d'équipement d'un montant majoré de 2 253 euros, dû par M. David BOISNIER au titre d'un permis de construire délivré en 2004, que le Trésor Public n'a pu recouvrer malgré l'engagement de plusieurs procédures (avis à tiers détenteur bancaire etc).

Afin de permettre à la DDFIP de clôturer ce dossier, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver l'admission en non-valeur de cette créance irrécouvrable.

8. Acquisition à titre gratuit de la parcelle cadastrée section AC n°225 appartenant à Terre du Soleil

Par délibération en date du 23 septembre dernier, le Conseil Municipal a approuvé la rétrocession à titre gratuit des voiries, réseaux et espaces communs du lotissement Les Vestides par la SARL Terres du Soleil. Le lotisseur étant également propriétaire d'une parcelle voisine, non incluse dans le périmètre du lotissement, cadastrée section AC n°225, a souhaité la céder également à titre gratuit à la commune.

D'une superficie de 319 m², cette parcelle non bâtie, qui n'est pas encore aménagée pour servir d'accès au quartier resterait dans l'immédiat dans le domaine privé de la commune et serait fermée à la circulation tant qu'elle n'est pas aménagée.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'approuver dans ces conditions l'acquisition à titre gratuit de ladite parcelle et de confier à Maître PLANTIER, notaire à Vergèze, l'élaboration des actes de cession.

9. Convention avec SNCF Réseau relative à l'occupation temporaire d'un bien de son domaine public

Par convention en date du 11 juin 2009, la commune a été autorisée par la SNCF à occuper un emplacement de 90m² situé sur la parcelle cadastrée section AL n°51 pour y aménager un passage piéton permettant un accès au quai de la gare à partir du parking de Quiquillon.

Dans le cadre de cette convention, la commune avait été autorisée à :

- Créer un cheminement piéton bétonné ;
- Aménager une clôture défensive d'une hauteur de 2 mètres rigide implantée en bordure de passage du côté des emprises ferroviaires ;
- Aménager un portillon anti-intrusion de véhicules motorisés.

La convention étant arrivée à son terme le 30 avril 2014, il est proposé de la renouveler pour une période de 20 ans, soit jusqu'au 30 avril 2034, sous la forme d'une convention d'occupation du domaine public de la SNCF et non d'une servitude de passage. Dans la mesure où le bien est affecté à une voie piétonne utilisable gratuitement par les usagers de la gare et où la commune s'engage à l'entretenir et à assumer toute réparation utile, la SNCF a accepté de conclure cette convention à titre gratuit.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'approuver ladite convention et d'en autoriser la signature par M. le Maire.

- V - Urbanisme

10. Règlement amiable d'un contentieux d'urbanisme entre la commune, M. LE HEGARAT, M. GHERBI et Mme CHENNAF

La commune connaît depuis plusieurs mois un contentieux d'urbanisme qui oppose deux voisins à la suite de la délivrance d'un permis de construire contesté devant la juridiction administrative.

Un permis de construire (suivi d'un permis de construire modificatif) a en effet été accordé à Monsieur GHERBI et Madame CHENNAF pour construire une maison individuelle sur un terrain situé rue de la Tourille. Le voisin de la propriété, Monsieur LE HEGARAT a obtenu leur annulation par le Tribunal administratif de Nîmes par jugement du 07 février 2014. La Commune et les conjoints GHERBI et CHENNAF ont fait appel de ce jugement devant la Cour administrative d'appel de Marseille.

Monsieur GHERBI et Madame CHENNAF ont présenté un nouveau projet et ont obtenu un nouveau permis de construire le 12 mai 2014, qui a également été contesté par Monsieur LE HEGARAT le 15 juillet 2014 devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Après échanges entre les parties, notamment à l'occasion d'une réunion organisée en mairie, Monsieur LE HEGARAT a accepté le nouveau projet présenté par Monsieur GHERBI et Madame CHENNAF, dans le cadre du permis accordé par la Commune le 12 mai 2014, sous réserve du respect de certaines conditions. De leur côté, Monsieur GHERBI et Madame CHENNAF ont demandé la prise en charge par la Commune des frais représentés par les travaux supplémentaires demandés par M. LE HEGARAT.

Dans un esprit d'apaisement, afin de mettre fin aux contentieux dont l'issue devant la juridiction administrative est bien sûr incertaine, mais aussi pour éviter les risques de tout nouveau conflit, les trois parties représentées par leurs avocats respectifs souhaitent chercher un règlement amiable et conclure un protocole transactionnel permettant à chacune de consentir un effort, selon les principes suivants qui ont été débattus entre les parties :

Monsieur GHERBI et Madame CHENNAF s'engageraient à :

- réaliser un mur de clôture crépi notamment du côté de M. LE HEGARAT, dans les 6 mois de l'accord;
- en cas de surélévation de leur maison, ne pas ouvrir de fenêtres ou équiper leurs fenêtres de verres dormants ;
- prendre à leur charge les frais d'établissement de la servitude contractuelle à conclure avec Monsieur LE HEGARAT ;
- se désister de l'appel devant la Cour administrative d'appel, et renoncer à engager tout autre recours devant toutes juridictions.

Monsieur LE HEGARAT s'engagerait à :

- accepter les travaux projetés par les conjoints GHERBI CHENNAF (un mur de clôture crépi notamment de son côté) ;
- se désister de son action devant le Tribunal administratif de Nîmes le 15 juillet 2014 ;
- se désister de son appel incident devant la Cour administrative d'appel de Marseille.
- A n'introduire aucun recours relatif aux autorisations de construire que les parties considèrent comme définitives.

La Commune de VERZEGE s'engagerait à :

- se désister de l'appel introduit devant la Cour administrative d'appel de Marseille ;
- accepter la demande du 13 octobre 2014 relative à la prise en charge des travaux à réaliser par les conjoints GHERBI CHENNAF et à leur verser à titre d'indemnisation, une somme forfaitaire de 9000 euros TTC sur présentation des factures acquittées ;
- renoncer à percevoir l'indemnité due par Monsieur LE HEGARAT en exécution de l'ordonnance de référé du Tribunal administratif de Nîmes du 28 août 2012 à hauteur de 800 euros ;
- régler la somme de 1200 € restant due à M. LE HEGARAT en exécution du jugement du tribunal administratif de Nîmes du 7 février 2014.

Il sera donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le principe d'un règlement amiable et d'autoriser Monsieur le Maire à signer un protocole transactionnel qui sera établi par les conseils des parties sur les bases ci-exposées.

11. Demande d'autorisation de construire déposée par M. René BALANA – Désignation d'un élu habilité à délivrer la décision

Monsieur René BALANA a déposé une demande de permis de construire tendant à l'extension d'une habitation existante sise au 82, de la rue des Tambourins, consistant en la création d'une pièce supplémentaire. Or, le fait qu'il soit Maire de la commune ne lui permet ni de signer directement ni de déléguer sa signature.

Afin de garantir l'impartialité de la délivrance du permis de construire, l'article L422-7 du Code de l'Urbanisme a en effet prévu une procédure spécifique :

« Si le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision. »

Il est ainsi nécessaire que le Conseil Municipal désigne un de ses membres pour délivrer l'autorisation d'urbanisme.

- VI - Intercommunalité

12. Avis sur la proposition du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale concernant le SMEG

Par courrier en date du 9 octobre 2015, M. le Préfet du Gard a communiqué à tous les Maires du Département son projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale révisé, en leur demandant le cas échéant de recueillir l'avis de leur Conseil Municipal sur les propositions concernant leur commune (Un extrait du projet de schéma est joint en Annexe n°1).

Aux termes de l'article 3 de la loi NOTRe du 7 août 2015, il est en effet prévu que le SDCI soit révisé par le représentant de l'Etat avant le 31 mars 2016, après différentes phases de consultation :

- La consultation de la CDCI (commission départementale de la coopération intercommunale), ce qui a été fait le 9 octobre 2015 ;
- La consultation des conseils municipaux concernés par un projet d'évolution des intercommunalités auxquels ils participent (communauté de communes, syndicats etc), qui ont alors 2 mois pour émettre un avis ;
- Et à nouveau la CDCI qui disposera pendant trois mois, de janvier à mars 2016, d'un pouvoir d'amendement du projet à la majorité des 2/3.

En ce qui concerne la commune de Vergèze, cette révision du SDCI n'a que très peu d'impact.

En effet, ni la communauté de communes Rhône Vistre Vidourle, ni le SIVOM du Moyen Rhône ne sont concernés dans l'immédiat :

- pour la CCRVV, il a été évoqué un rapprochement futur avec les CC Terre de Camargue et Petite Camargue, mais à une échéance plus lointaine lors de la prochaine révision du SDCI ;
- pour le SIVOM, la dissolution avec transfert de compétences à la communauté de communes sera optionnelle à partir du 1^{er} janvier 2018 et obligatoire au 1^{er} janvier 2020.

La loi NOTRe a également prévu le transfert automatique au 1^{er} janvier 2018 des compétences Tourisme et GEMAPI (Inondation) assumées par les communes aux communautés de communes.

Seul le Syndicat Mixte d'Electricité du GARD (SMEG 30) auquel la commune adhère directement est impacté par le nouveau SDCI, avec l'intégration obligatoire dans son périmètre des communes de Nîmes et Uzès. C'est donc uniquement sur cette évolution que le Conseil Municipal est appelé à se prononcer.

13. Transfert auprès du SMEG 30 de la compétence « Infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables »

Aux termes de l'article L. 2224-37 du CGCT, la compétence « *IRVE* », mise en place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » peut être transférée aux autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité et notamment dans le département du Gard au syndicat mixte d'électricité SMEG 30.

Le 2 février 2015, le comité syndical du SMEG a approuvé ses nouveaux statuts, et notamment l'article 3.2 l'habilitant à mettre en place et organiser, pour ceux de ses membres qui lui ont confié cette compétence, un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables et l'article 3.4 des statuts portant sur les modalités de transfert de cette compétence.

Le syndicat engageant un programme départemental de déploiement de bornes de recharge couvrant l'ensemble du territoire, a demandé à ses communes membres de se prononcer sur cette question, sachant qu'un transfert de compétence suppose l'adoption de délibérations concordantes de l'organe délibérant du membre concerné et du Syndicat.

Par ailleurs, pour permettre au SMEG d'obtenir les financements mis en place par l'Etat dans l'appel à manifestation d'intérêt confié à l'ADEME, chaque commune intéressée doit s'engager à :

- garantir la gratuité du stationnement des véhicules électriques, dans les 2 ans à compter de la pose de la borne, sur tout emplacement de stationnement, avec ou sans dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité,
- et confirmer l'engagement sur sa participation financière.

La commune souhaitant, dans le cadre de sa politique de développement durable, participer à ce mouvement de déploiement de bornes de recharge de véhicules propres au profit de la population, il est ainsi proposé au Conseil Municipal de :

- Approuver le transfert de la compétence « *IRVE : mise en place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables* » au SMEG30 pour la mise en place d'un service, dont l'exploitation comprend l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge ;
- Adopter les conditions administratives, techniques et financières d'exercice de la compétence approuvées par le Bureau du SMEG en date 14 Septembre 2015 (Annexe n°2);
- S'engager à accorder pendant 2 ans(minimum) à compter de la pose de la borne, la gratuité du stationnement aux utilisateurs de véhicules électriques et hybrides rechargeables sur tout emplacement de stationnement sis sur le territoire communal, avec ou sans dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, gérés directement par la collectivité ;
- S'engager à verser au SMEG les participations financières au fonctionnement et à l'investissement dues en application de la délibération du SMEG en date du 06 Juillet 2015 ;
- S'engager à inscrire les dépenses correspondantes au budget municipal et donne mandat à M. le Maire pour régler les sommes dues au SMEG.
- Autoriser M. le Maire à signer tous les actes nécessaires au transfert de compétence.

14. Projet de Schéma de mutualisation entre la CC Rhône Vistre Vidourle et ses communes membres

L'Article L5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fixe les conditions d'établissement d'un schéma de mutualisation entre les communautés et leurs communes membres dans les conditions suivantes :

« Afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre établit un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. Le projet de schéma prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et des communes concernées et sur leurs dépenses de fonctionnement.

Le rapport est transmis pour avis à chacun des conseils municipaux des communes membres. Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, son avis est réputé favorable.

Le projet de schéma est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Le schéma de mutualisation est adressé à chacun des conseils municipaux des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant. »

Afin de respecter ces dispositions et la date butoir prévue par la loi NOTRe pour la transmission du projet de schéma aux communes, c'est-à-dire le 1^{er} octobre 2015, le Président de la communauté de communes Rhône Vistre Vidourle a adressé aux 10 communes le document joint en Annexe n°3, en demandant qu'il soit soumis à l'avis de chaque assemblée délibérante si possible avant le 20 novembre, pour que le conseil communautaire puisse délibérer à son tour le 3 décembre prochain.

Le rapport rappelle notamment les démarches de mutualisation déjà réalisées par la communauté au profit de toutes les communes membres (en plus des transferts de compétences) :

- Le SIG : mise en place d'un système d'information géographique ;
- L'Urbanisme : mise en place d'un service d'instruction des actes d'urbanisme ;
- Les rythmes scolaires : Mise en commun des agents de la CCRVV et d'une partie des ATSEM des communes membres dans le cadre de mise à disposition ;
- Les groupements de commandes avec les communes volontaires, en matière de vêtements de travail et de fournitures administratives.

Il définit enfin un certain nombre de domaines de compétence « horizontales » susceptibles d'être mutualisées à court ou moyen terme entre la communauté et les communes membres qui le souhaitent :

- La commande publique (groupements de commandes, puis éventuellement un service commun) ;
- La police municipale (mise en communs des services de PM et PMI);
- L'informatique (prestation de service tarifée, éventuellement service commun);
- La comptabilité (prestation de service tarifée, éventuellement service commun);
- Les ressources humaines (prestation de service tarifée, éventuellement service commun) ;
- L'assistance juridique (prestation de service tarifée, éventuellement service commun) ;

Il envisage également une forme particulière :

la création d'un nouveau service mutualisé avec la communauté de communes de Petite Camargue, une cuisine centrale (sous forme de service commun).

Rappel de la définition du service commun : Extrait de l'article L5211-4-2 du CGCT

« Les services communs sont gérés par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. A titre dérogatoire, un service commun peut être géré par la commune choisie par l'organe délibérant de l'établissement public.

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont transférés de plein droit, après avis, selon le cas, de la commission administrative paritaire ou de la commission consultative paritaire compétente, à l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à la commune chargée du service commun.

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en partie leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont de plein droit mis à disposition, sans limitation de durée, à titre individuel, de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou de la commune chargée du service commun pour le temps de travail consacré au service commun.

Lorsqu'ils exercent leurs fonctions dans le service commun, les agents sont placés sous l'autorité fonctionnelle du président de l'établissement public ou du maire de la commune gestionnaire. »

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de schéma de mutualisation proposé par la CCRVV, dans la mesure où il offre des possibilités de mutualisation plus ou moins approfondies susceptibles de permettre des économies d'échelle, sans pour autant représenter un engagement ferme de la part de la commune si elle ne souhaite pas participer à toutes les propositions de mutualisation.

15. Opposition au transfert automatique de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la CCRVV

Aux termes de la loi du 26 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), la compétence relative au Plan Local d'Urbanisme est rendue obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale à compter du 27 mars 2017 (avec transfert automatique à la communauté de communes) sauf si une minorité de blocage représentant au moins 25% des communes et 20% de la population s'oppose au transfert avant le 27 décembre 2016.

La compétence PLU peut par ailleurs être transférée plus tôt par vote d'une majorité qualifiée (2/3 des conseils municipaux représentant la moitié de la population ou inversement).

La loi prévoit enfin que le transfert de la compétence est automatique à compter du 1^{er} janvier suivant chaque élection municipale et recomposition du conseil communautaire, sauf si une minorité de blocage s'y oppose dans les trois mois suivant l'élection.

La commune souhaitant conserver sa compétence en matière de PLU, pour maîtriser son aménagement du territoire et son urbanisation, il est proposé au Conseil Municipal de s'opposer au transfert de la compétence PLU à la communauté de communes Rhône Vistre Vidourle.

16. Convention de mise à disposition de locaux auprès du SIVOM Moyen Rhône

Le SIVOM du Moyen Rhône qui assume les compétences des communes de Vergèze, Codognan et Mus en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées, emploie un agent pour assurer sa direction administrative, qui occupe un bureau au 1^{er} étage de l'hôtel de ville.

Il est prévu de formaliser cette mise à disposition dans le cadre d'une convention (ne relevant pas du régime des baux commerciaux) conclue à titre onéreux, moyennant une participation annuelle du SIVOM de 2 400 euros versés à réception d'un titre de recettes de la commune.

La convention prévoit également que les frais de fonctionnement (électricité, chauffage, ménage) seront pris en charge par la commune, le SIVOM assumant l'équivalent des frais de téléphonie fixe (abonnement, consommation) et une participation pour l'utilisation des photocopieurs de l'étage (200 € par mois).

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'approuver cette convention pour une durée de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2016 et d'en autoriser la signature, sachant qu'elle sera susceptible d'être résiliée par anticipation si les compétences du SIVOM (dont le transfert à la communauté de communes est automatique au 1^{er} janvier 2020) étaient transférées par anticipation à partir du 1^{er} janvier 2018 (comme le permet la loi NOTRe).

- VII - Pour information

1. Information sur l'actualité de la communauté de communes

Afin de tenir informée l'assemblée sur les débats et les décisions importantes qui sont prises à la communauté de communes dans les différents secteurs des compétences transférées, une information sera donnée en séance par les délégués communautaires sur l'actualité du moment.

2. Décisions prises en application de l'article L 2122-22 du CGCT

Décision en date du 7 septembre 2015, approuvant le renouvellement à titre gratuit du contrat à signer avec la Société GESLAND Développement, pour l'acquisition d'une solution automatisée en mode A.S.P. de vente aux enchères sur internet gratuit et prévoyant un droit d'usage de 10% du montant des ventes réalisées., pour une durée d'un an, du 27/10/2015 au 26/10/2016.

Décision en date du 1^{er} septembre 2015, approuvant la proposition d'indemnisation dans le cadre du sinistre – Candélabre avenue de la source – survenu le 12/04/2015, pour un montant de 6 601.84€.

Décision en date du 14 septembre 2015, approuvant l'annulation de la décision n° 2015/82 du 28/08/2015 reçue en Préfecture le 28/08/2015 relative à la conclusion d'un marché en procédure adaptée, avec la Société Méditerranée Environnement, pour motif d'intérêt général.

Décision en date du 16 septembre 2015, approuvant le contrat à signer avec la Société DELTA DORE EMS pour la fourniture de matériels, de logiciels et de services composant une installation de gestion technique de bâtiment (GTB), la télé assistance et la télé contrôle technique pour un montant annuel de 1 550€ HT et une visite annuelle pour un montant de 900€ HT/an

Décision en date du 17 septembre 2015 relative aux dons remis à la Commune pour contribuer à la réalisation de la fête votive pour un montant de 7 625€.

Décision en date du 23 septembre 2015, approuvant les deux conventions de formation pour deux agents des services techniques afin d'obtenir le renouvellement de leurs diplômes « service de sécurité incendie et d'assistance à personnes » et « habilitation électrique H0B0 », pour un montant respectif de 150€ et 210€/agent.

Décision en date du 25 septembre 2015, approuvant la proposition de missions à signer avec le Cabinet UNIXIAL, afin de réaliser une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assurer un suivi et une analyse des contrats conclus en électricité et gaz naturel, pour un montant annuel de 1 440€ TTC.

Décision en date du 30 septembre 2015, approuvant l'avenant n°1 et son annexe au marché de travaux de peinture n°2013/39 conclu avec l'entreprise ZETONI.

Décision en date du 1^{er} octobre 2015, approuvant la cession d'un fauteuil vendu pour un montant de 25€ à Monsieur LOMBARD Vincent, dans le cadre de webenchère.

Décision en date du 6 octobre 2015, approuvant la cession d'un fauteuil vendu pour un montant de 25€ à Monsieur PARIS Gérard, dans le cadre de webenchère.

Décision en date du 8 octobre 2015, approuvant un marché en procédure adaptée conclu avec CENTAURE Systems, pour la fourniture et la pose d'un panneau d'information lumineux et pour un montant de 11 412€ TT

Décision en date du 14 octobre 2015, approuvant un contrat conclu avec le Cabinet RISK MANAGER CONSULTANTS, pour une mission d'assistance et de conseils en assurance pour un montant de 1 380€ TTC.

Décision en date du 12 octobre 2015, approuvant le contrat à signer avec la Société METénergie, pour l'entretien et l'assistance Technique du chauffage, de la climatisation et de la ventilation, pour une facturation forfaitaire annuelle de 1 300€ HT.

Décision en date du 14 octobre 2015, décidant que le montant de la RODP pour les ouvrages de transport de gaz est fixé au taux maximum visé au décret n° 2007-606 du 25 avril 2007.

- VIII - Questions diverses

**Le Maire,
René BALANA**